

TRIBUNE

POUR LA

CONSTITUANTE

SOUVERAINE

LIBERTES

DEMOCRATIQUES

A
L
G
E
R
I
E
N
N
E

- SOMMAIRE -

- °° NON A L'ASSEMBLEE DES BENI-OUI-OUI !
- °° PEUT-ON LEGITIMER LE REGIME BOUMEDIENE?
- °° UN DESPOTE BOURGEOIS NON ECLAIRE :
BOUMEDIENE !
- °° A PROPOS DE LA " CONSTITUTION "
- °° LE PAPS ET LE REGIME .
- °° L'ALGERIE ENCHAINEE A L'IMPERIALISME.
- °° DE RYAD A GENEVE ?

3f

CORRESP^{CE} SELIO

87 rue du Faubourg St-Denis 75010 - PARIS

n°9 Jan. 77

4 Février 77

• NON A L'ASSEMBLEE DES BENI OUI-OUI... FABRIQUEE PAR BOUMEDIENE !

• CONSTITUANTE ALGERIENNE SOUVERAINE !

Pour la 4e fois en 6 mois le peuple algérien est appelé aux urnes. Une fois de plus il s'agit de ratifier les décisions de Boumediène sans qu'il soit possible, sur le terrain électoral, d'exprimer la moindre opposition, puisqu'il n'y a que des candidats gouvernementaux !

Le C.L.T.A. et les militants de "Tribune" déclarent :

- Cette assemblée fabriquée de toutes pièces par Boumediène, l'ANP et Messadia ne peut en aucun cas être représentative !

UNE CONSTITUTION QUI... LEGALISE LA DICTATURE

- Chacun sait que la "constitution" plonge ses racines dans la Charte réactionnaire votée lors des "élections à l'algérienne" le 27 Juin 76

- Chacun sait que les 2 textes (Charte et Constitution) ont été imposés par les "conférences nationales" composées des... commissaires politiques de l'ANP, des membres de l'appareil central du Parti... des Walis, des secrétaires nationaux des organisations dites de "masse"... bref, des dirigeants de la clique de Boumediène qui, depuis le coup d'Etat du 19 Juin 65 gouvernent dans l'arbitraire le plus complet.

- Chacun sait que la constitution :

* accorde tous les pouvoirs au "Président" : chef des armées, de la police, de la diplomatie, du gouvernement, de l'Assemblée Nationale, de l'exécutif, du législatif, de l'administratif, du judiciaire, et... garant de la constitution (Chap. II)

* maintient la tutelle de l'ANP sur les institutions politiques

* interdit les libertés démocratiques (Chap. 73)

* érige l'Islam en religion d'Etat !

DES APPARENCES DE PARLEMENTARISME BOURGEOIS... IMPOSSIBLE

Le recul de la Révolution Algérienne au lendemain de l'Indépendance allait aboutir dès le régime Ben Bella à la mise en place d'un Etat bourgeois algérien : la tentative de faire fonctionner l'appareil d'Etat bourgeois dans les structures héritées de la colonisation allait rapidement échouer. L'incapacité politique de la débile bourgeoisie, l'irruption des masses sur la scène politique allaient interdire le recours au parlementarisme bourgeois en Algérie en 63. Et c'est parce qu'elle était débile et incapable que la bourgeoisie algérienne dut déléguer ses pouvoirs à BEN BELLA et à BOUMEDIENE pour chasser les masses des positions occupées... pour discipliner l'UGTA et l'UNEA, pour structurer l'appareil d'Etat. C'est parce qu'il s'était montré parfaitement incapable de réaliser ces tâches, que BEN BELLA a du céder à son tour la place à BOUMEDIENE et à son ANP, seule force structurée et homogène capable de maintenir l'ETAT BOURGEOIS. Telle est la signification du coup d'Etat du 19 Juin 65 qui marque de son sceau toutes les institutions de l'appareil d'Etat.

LA "CONSTITUTION", LA MISE EN PLACE D'UNE PRETENDUE "ASSEMBLEE NATIONALE" ne modifient en rien les fondements de cet appareil d'Etat.

Au total la tentative faite aujourd'hui par BOUMEDIENE de donner les apparences du parlementarisme bourgeois aux structures de l'appareil militaro-policié INCHANGE ne peut aboutir qu'à un échec !

MAIS ALORS POURQUOI CES OPERATIONS POLITIQUES

Chacun sait que le Conseil de la Révolution - clique qui a organisé le coup d'Etat - a été petit à petit "épuré" par des... départs, des limogeages, des accidents, des internements, etc... De ce Conseil de la Révolution ne restent plus que le seul BOUMEDIENE flanqué de 5 ou 6 colonels et "ministres"... incertains quant à leur avenir. Cette crise politique dont les racines se trouvent dans le maintien des liens de subordination de l'Algérie à l'Impérialisme lui-même en crise ne fait que s'accroître sous les coups conjugués de la pression de l'Impérialisme et de la mobilisation des masses algériennes pour les revendications non satisfaites par l'indépendance (RSTA, dockers, SNS KOUBA, Université, etc...). L'expression la plus spectaculaire de cette crise ouverte profonde, a été la "déclaration des 4" et le ralliement autour de cette déclaration de la quasi-totalité de l'"opposition" qui marque l'isolement de BOUMEDIENE.

C'est pour désamorcer cette mobilisation des masses, au premier rang desquelles se trouvent la classe ouvrière, les Fellahs, la jeunesse ; c'est pour tenter de replâtrer la façade lézardée de l'appareil d'Etat que BOUMEDIENE A ENTREPRIS CES OPERATIONS POLITIQUES !

En définitive, elles constituent l'aveu de la faillite du régime.

NOTRE COMBAT

L'opération "portes ouvertes" lancée par le pouvoir a fait tomber le masque de la mystification d'une prétendue démocratisation du régime : trucage éhonté des élections, maintien des PDG et des responsables corrompus, mise en fiches de milliers d'opposants et de citoyens qui ont dénoncé les tares du régime, répression sanglante...etc... mais surtout refus de reprendre les revendications légitimes des masses, y compris celles qui ont été exprimées ouvertement dans les assemblées et les forums.

Pour nous militants trotskystes du C.L.T.A. et militants regroupés autour de "TRIBUNE ALGERIENNE" c'est le combat pour les revendications non satisfaites par la lutte de libération nationale, par l'indépendance politique qui reste une indépendance formelle et depuis - LE PAIN, LA TERRE, LES LIBERTES - qui sont à l'ordre du jour.

CE REGIME EST PARFAITEMENT INCAPABLE DE LES SATISFAIRE !

C'est pour cela qu'en aucune façon nous n'accepterons de considérer L'ASSEMBLEE NATIONALE DES BENI OUI-OUI FABRIQUEE PAR BOUMEDIENE comme représentative, que nous continuerons avec fermeté à combattre pour LA "CONSTITUANTE ALGERIENNE SOUVERAINE" qui devra :

- ROMPRE LES LIENS DE SUBORDINATION A L'IMPERIALISME
- ELIRE UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE DEVANT ELLE
- GARANTIR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

PEUT-ON LEGITIMER LE REGIME DE LA DICTATURE MILITARO-POLICIERE

Tribune a expliqué dans ses trois derniers numéros, que l'opération lancée le 19 Juin 1975 par Boumediène pour légitimer son pouvoir de fait, ne signifiait en aucune façon la mise en route d'un processus menant au remplacement du régime de la dictature militaro-policière par un régime plus représentatif.

Tribune a expliqué que cette opération de replatrage de la dictature ne constituait que l'initiative prise par Boumediène pour tenter d'enrayer la décomposition du pouvoir des colonels qui s'accélérait dangereusement depuis la crise de l'été 1974 et dont nous avons donné les causes :

- enchaînement total de l'Algérie à l'impérialisme par le biais des hydrocarbures, ce qui interdit toute solution des problèmes posés par l'indépendance : la réforme agraire, le développement de l'infrastructure routière, sanitaire..., la suppression des distorsions régionales, le chômage massif, la misère...

- corruption de la clique des colonels et de leurs adjoints, cette parasitaire qui met en coupe réglée le pays

- développement de la lutte des classes : grève de la R.S.T.A., des dockers, de la S.N.S. de KOUBA...

L'opération "portes ouvertes" lancée par le pouvoir sur la Charte a démontré la mystification de la prétendue démocratisation du régime : texte final ignorant les revendications des masses, truquage éhonté des élections, maintien des PDG et responsables corrompus, mise en fiche de milliers d'opposants ou de citoyens qui avaient dénoncé les tares du régime, répression sanglante (AIN-BAIDA)...

Avec les dernières opérations : Constitution, élection présidentielle, élections à l'APN les choses sont encore plus claires.

UNE CONSTITUTION QUI LEGALISE LA DICTATURE

La Constitution n'émane pas d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel ou d'un organe législatif représentatif mais de Boumediène. Le texte final a été discuté lors d'un séminaire regroupant les membres de l'appareil central du Parti, les secrétariats nationaux des organisations de "masse", des membres du commissariat politique de

.../...

l'ANP, les walis... en bref les dirigeants de la clique qui, depuis le putsch du 19 Juin 1965 a fait de l'Algérie sa propriété personnelle.

Le vote a eu lieu comme d'habitude par acclamation !

L'analyse de la Constitution est faite plus loin. Indiquons simplement ici les traits essentiels :

- 1) les pouvoirs exorbitants du Président : chef des armées, de la police, du parti, de la diplomatie, du gouvernement, de l'Assemblée nationale, de l'exécutif, du législatif, de l'administratif, du judiciaire et de surcroît "garant de la Constitution". (Ch. II)
- 2) l'Assemblée Nationale n'a qu'un rôle restreint
- 3) l'ANP exerce toujours la tutelle sur les institutions politiques
- 4) les libertés démocratiques n'existent pas (art. 73)

Comme par ailleurs l'Islam est devenu religion d'Etat et que la Constitution attribue un caractère sacré, charismatique au Président, le pouvoir a franchi une étape décisive dans la voie qui le menait depuis Juin 1965 vers l'instauration du despotisme oriental.

QUI T'A FAIT PRESIDENT, BOUMEDIENE ?

La presse, la radio, la télé, plus serviles que jamais, ont prétendu que Boumediène était le candidat du FLN.

Qu'en est-il en réalité ?

S'agit-il du mouvement nationaliste qui s'est constitué pendant la guerre de libération nationale ?

Surement pas ! Le FLN malgré son caractère de masse était de par ses origines, son programme et sa direction, un mouvement nationaliste bourgeois qui s'est décomposé, dès Evian, en ses parties constitutives : l'UDMA de Fehrat Abbas, les Centralistes de Ben Khedda - Lahouel - Yazid, les Oulamas de Brahimi - Kherredine - Al Madani, l'appareil militaro-policier forgé en Tunisie-Maroc avec l'aide des bourgeoisies arabes, de Moscou, de Pékin et de Washington comme force de frappe du GPRA : Kaïd Ahmed - Mendjli - Boumediène - Boussouf - Ben Tobbal, les véritables combattants de l'indépendance : les travailleurs, les femmes et les fellahs étant exclus dès 1962 du FLN et de la vie politique.

S'agit-il du FLN de Juillet 1962 ?

Non, car à cette date, le FLN avait éclaté en plusieurs fractions Par ailleurs, l'entrée en force en Algérie de l'armée des frontières et

l'alliance F. ABBAS - BEN BELLA - KHIDER - BOUMEDIENE soutenue par l'im-périalisme avait relégué le FLN au second plan. L'Etat qui se mit en place était un Etat bourgeois s'efforçant de fonctionner dans le cadre des struc-tures héritées de la colonisation. Dès ce moment le FLN épuré de tous les militants qui avaient combattu pour l'indépendance était déjà devenu un parti de fonctionnaires et de notables.

S'agit-il du FLN du Congrès de 1964 ?

Non, car le Congrès avait été largement manipulé par Ben Bella - Boumediène, après l'élimination de KHIDER, partisan d'un FLN de masse qui aurait contrôlé l'Etat et l'ANP à la manière du Baas Syrien. Par ailleurs le Congrès s'était tenu après la mise au pas de l'UGTA par le pouvoir. C'est-à-dire que le FLN qui sortit du Congrès ne fut plus qu'un parti de cadres.

Le coup d'Etat du 19 Juin 1965 allait achever de liquider ce qui restait du vieux FLN.

Le nouvel appareil qui se mettra en place sous la direction de Cherif Belkacem puis de Kaïd Ahmed ne sera qu'un parti de notables bour-geois, de fonctionnaires corrompus et d'arrivistes.

Qui a donc désigné Boumediène comme candidat du FLN ?

- Ce n'est pas le FLN de la guerre de libération épuré par Ben Bella - Boumediène

- Ce n'est pas le FLN issu du Congrès de 1964 liquidé par le putsch

- Ce n'est pas même le FLN actuel, puisqu'il n'y a pas eu de congrès depuis 1964, mais le seul commissariat politique du FLN dirigé par Messadia, installé par Boumediène.

Boumediène s'installe au pouvoir par la force. Il désigne à la tête du FLN Chérif Belkacem, puis Kaïd Ahmed puis Messadia. Celui-ci, sur ordre, désigne Boumediène comme seul candidat du FLN. Et demain, Boume-diène désignera, en fonction des nouveaux pouvoirs constitutionnels, Messadia ou un autre larbin, à la tête du FLN etc...

Boumediène élu du FLN, élu du peuple ?

Non : Boumediène est l'élu de la clique des colonels et de ses larbins, qui ont confisqué les pouvoirs du peuple !

LA PROCHAINE ASSEMBLEE DE "BENI OUI-OUI"

Nous avons dit que la Constitution faisait de la prochaine APN non pas un organe représentatif des masses, mais une chambre chargée d'élaborer des textes sur les questions secondaires : les pensions des veuves, le pèlerinage, le problème des décorations ..., les questions essentielles relevant des seules compétences du Président. Il ne s'agit donc pas d'un organe législatif ou parlementaire mais d'une chambre de gestionnaires, une annexe de l'ANP.

Le Parlement bourgeois en 1963 avait avorté rapidement. La cause profonde en est que, du fait du départ massif de la bourgeoisie européenne, la débile bourgeoisie musulmane se trouvait sans racines, suspendue en l'air. Il n'était pas possible de tolérer les libertés démocratiques, l'indépendance de l'UGTA... L'ordre bourgeois ne pouvait être garanti que par la dictature. Et pourtant les députés désignés par le FLN et élus avaient une certaine crédibilité, car les libertés démocratiques existaient encore et tous les députés étaient des figures marquantes du mouvement nationaliste.

Aujourd'hui, qu'en est-il ?

Les "députés" seront choisis soigneusement par le pouvoir non pas sur une orientation ou un programme local ou régional mais en fonction des choix du pouvoir, le peuple se bornant comme d'habitude à ratifier.

Ainsi après les élections "à l'algérienne", le pouvoir nous prépare une assemblée de chaouchs et de chambellans, une super chambre de "beni oui-oui".

Au total, la tentative faite par Boumediène de donner les apparences du parlementarisme bourgeois sur les structures de l'appareil militaro-policié inchangé, à d'ores et déjà abouti à un fiasco total.

La tentative de créer le parlementarisme bourgeois pour éviter la révolution prolétarienne inévitable avait été faite par F. ABBAS - Ben KHEDDA - LAHOUEL - KHERREIDINE. Mais cela supposait un minimum de libertés démocratiques et le minimum de crédibilité que lui aurait donné une Assemblée Constituante élue au suffrage universel.

Boumediène qui gère le pays pour le compte de la bourgeoisie, conscient de la fragilité de son régime, n'a pas osé aller jusque là. Il a préféré conserver le régime de la dictature et placer sur le devant le paravent d'une Assemblée croupion de beni oui-oui.

.../...

C'est toujours la dictature, pas en uniforme, mais en robe de chambre !

Est-ce à dire que rien n'a changé ? Surement pas !

Depuis le putsch du 19 Juin 1965, la dictature était camouflée et prenait les formes d'une dictature collégiale (Conseil de la Révolution) associée à des fonctions comme celle du Conseil des ministres, de la Présidence...

Aujourd'hui le masque est tombé. La dictature est concrétisée, personnalisée par un homme qui est l'incarnation de la contre-révolution en Algérie et qui a été contraint de monter en première ligne.

Ce perfectionnement du pouvoir, cette concentration de toutes les fonctions du pouvoir entre les mains d'un seul homme n'est que l'expression de la profondeur de la crise du régime militaréo-policiér en Algérie.

LA CLARIFICATION DE LA SITUATION POLITIQUE

Le fait que Boumediène détienne tous les pouvoirs entraîne une simplification de la vie politique.

Si le chômage massif sévit, le responsable, ce n'est plus le PDG de telle ou telle société nationale, la bureaucratie ou la prochaine APN compétente en rien, mais ... Boumediène !

Si l'inflation galopante ruine le niveau de vie des masses, le responsable, c'est Boumediène !

Si il y a la crise du logement,
une scolarisation lamentable,
pas de transports,
pas d'eau,
pas d'hopitaux,
pas de pièces de rechange,
pas de loisirs,
pas de produits de première nécessité,

Le responsable, c'est Boumediène !

Si l'émigration en Europe dépasse le million d'Algériens, le responsable, c'est Boumediène !

En bref, pour tous les problèmes non résolus de la vie quotidienne, le responsable ce n'est plus le bourgeois ou l'opposant, (0,30% à peine d'après les 3 referendums), le bureaucrate ou le bouc émissaire

du FLN ou de l'APC mais Boumediène, car il a tous les pouvoirs entre les mains, il voit tout, il sait tout, il décide tout.

LE COMBAT DE "TRIBUNE ALGERIENNE"

Tribune lutte pour lier le combat pour les revendications des travailleurs, de la paysannerie pauvre, des femmes et de la jeunesse avec celui pour les libertés démocratiques.

Tribune lutte contre le budget 1977 de surfiscalité et d'extorsion de la plus value dans les sociétés nationales. Ce combat pour l'augmentation du pouvoir d'achat, le retour à la semaine de 40 h, l'abandon des cadences infernales et du plan de "productivité" est liée à celui de la liquidation des organes corporatistes de la Gestion socialiste des entreprises (G.S.E.) et à l'indépendance de classe de l'UGTA.

Tribune lutte contre le chômage massif des jeunes et sa caporalisation dans l'UNJA ou pendant le "service national". Ce combat pour un emploi qualifié pour tous les jeunes, pour des loisirs, pour un service militaire de 6 mois sur place est lié au combat pour une organisation de masse de la jeunesse indépendante du pouvoir.

Tribune lutte avec les ouvriers qui refusent l'exploitation, avec les jeunes qui refusent le chômage ou les travaux forcés du service national, avec les fellahs qui refusent les gourbis et la misère, avec ceux qui ne veulent plus le chômage, la misère, l'absence des libertés démocratiques, l'arbitraire.

Tribune dit :

La lutte pour l'amélioration des conditions de vie, c'est-à-dire la lutte contre le budget 77, est un combat légitime. Il exprime et concentre au niveau particulier ou local, au niveau d'une région, d'une ville, d'une usine ou d'une branche professionnelle, le combat de la classe ouvrière, des fellahs, des femmes et de la jeunesse... contre le régime militaro-policié actuel.

Chacun de ses combats, qui contient en même temps les aspirations démocratiques des masses, participe d'un mouvement d'ensemble, celui qui mène à la mobilisation des masses contre le régime actuel. Et TRIBUNE dit que le mot d'ordre qui permet l'unification des masses contre la dictature, c'est le mot d'ordre de l'ASSEMBLEE SOUVERAINE CONSTITUANTE élue au suffrage universel !

8 Janvier 1977

A PROPOS DE LA CONSTITUTION DE BOUMEDIENE (1)

Le 19 Novembre dernier, les Algériens étaient appelés à se prononcer sur la Constitution de Boumediène. La tribune Algérienne analyse dans ce bref article les traits principaux de cette Constitution, en opposition totale avec la volonté et les aspirations des masses, telles qu'elles ont été exprimées au cours du débat autour de la charte (voir T.A. n°3).

Réactionnaire

1. Dès les premières lignes, ressort le caractère réactionnaire de ce texte qui bafoue les aspirations à la laïcité et fait de l'Islam la religion de l'Etat (art. 2), en instaurant un état théocratique, dans le cadre d'un "socialisme islamique". Il est spécifié plus loin que le président devra être musulman (en plus du fait qu'il devra avoir plus de 40 ans, chose jamais vue dans aucune constitution). Il n'est cependant pas dit explicitement que son pouvoir est de droit divin...

L'article 3 liquide le patrimoine linguistique et culturel en faisant de l'arabe classique (alors que la population parle l'algérien et le berbère) la langue officielle que l'Etat imposera.

2. Quel socialisme ?

- l'article 13 stipule que "la propriété d'Etat représente la forme la plus élevée de la propriété sociale". L'article p. 00 de ce numéro de T.A répond clairement à une telle affirmation, en démontrant que la nationalisation bourgeoise ne rend pas le pays indépendant de l'impérialisme.

- Le socialisme algérien c'est l'organisation obligatoire des travailleurs (art. 24) dans des structures corporatistes mises en place par l'Etat : GSE - ATU - structures de la R.A. etc... L'article 94 pose le principe du Parti unique. C'est le socialisme de Mussolini, de Salazar, de Franco, celui de la charte de Pétain...

3. Les libertés démocratiques dont quelques-unes sont énoncées au chapitre V....sont abrogées par l'article 73 qui stipule :

"La loi fixe les conditions de déchéance des droits et libertés fondamentaux de quiconque fait usage de ces droits et libertés en vue de porter atteinte à la Constitution, aux intérêts essentiels de la collectivité nationale, à l'unité du peuple et du territoire national, à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, et à la Révolution socialiste".

4. Pas de séparation réelle des pouvoirs du fait que le président détient l'essentiel des pouvoirs exécutif - législatif - judiciaire (art. 144 . 147 148 . 153 . 154 . 155 . 157 . 158. 159 . 163 . 181 . 196 + toutes les attributions énumérées au chapitre II). Du fait aussi que l'armée (ch. VI) dont il est le chef exerce une tutelle sur le fonctionnement de toutes les institutions.

Telles sont les grandes lignes de la Constitution réactionnaire de Boumediène.

UN DESPOTE BOURGEOIS NON ECLAIRE : H. BOUMEDIENE

L'élection de Boumediène a été triomphale, d'après les résultats. Après 12 ans de dur labeur, le Président "révolutionnaire" est devenu constitutionnellement Président.

Son oeuvre est en partie achevée, puisqu'après douze ans de "redressement" le peuple algérien, qui avait été incapable d'empêcher le déviationisme de Ben Bella et qui de ce fait avait été en quelque sorte dissous par Boumediène venait de ratifier son entreprise. Par cet acte, le peuple algérien est enfin devenu mûr, conscient, révolutionnaire. Il le sera encore plus quand il élira les candidats que Boumediène a choisis pour lui, à la prochaine assemblée et au plus lointain Congrès du FLN.

Les pourcentages sont supérieurs à ceux obtenus par l'ex Président Ben Bella en 1963. C'est normal puisqu'il y a eu "redressement". Mais ils sont légèrement inférieurs à ceux obtenus par AMIN DADA et par l'empereur BOKASSA. Pourtant, d'après certains enquêteurs de "TRIBUNE", l'Algérie reprendrait la tête du peloton si le Président qui porte déjà le patronyme du Saint de Tlemcen venait à proclamer non pas la Régence ou l'Empire, mais l'instauration du KHALIFAT, version progressiste et achevée du socialisme coranique.

Au cours de la campagne de ratification, les projecteurs ont été braqués sur un personnage qui a longtemps cultivé le mystère, préférant se mouvoir dans l'ombre propice aux manoeuvres obscures, loin du regard des masses.

Depuis l'ouverture de la campagne, qu'il a lui-même lancée dans son discours du 19 Juin 1975, les ouvrages et articles élogieux pullulent et il serait absurde de confondre culte de la personnalité et reconnaissances des mérites d'un chef d'Etat exceptionnel !

Négligeons les louanges des plumitifs de la presse qui se déshonorent et discréditent le régime qu'ils servent. Ainsi en est-il de F. BISSEKRI, qui écrit dans l'organe de l'Amicale, "l'Algérien en Europe" du 30 nov. 76, ces lignes

"Qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il nige, quelles que soient les intempéries le citoyen algérien remplit son devoir civique. Dans le passé, même les balles coloniales et la répression n'ont pas pu freiner sa détermination et sa volonté de vivre libre... Spontanément... le 19 Novembre il a répondu encore une fois OUI. Un OUI responsable, le "OUI" de la maturité politique".

Ainsi en est-il du haraki de la plume H. ZENATI qui sévit dans la luxueuse revue financée par Alger : "Afrique - Asie", qui n'hésite pas à écrire dans le n° du 27.12.76 ces lignes qui puent la flagornerie :

".....Boumediène représenté aux yeux de la majorité des Algériens "l'idéal - type" de l'homme d'Etat qu'ils souhaitent pour l'Algérie. Sincérité, compétence, intégrité, sérieux, ce sont assurément ces qualités personnelles qu'ils ont sanctionnées afin, d'autre part, qu'elles deviennent le point de repère obligé de tous les responsables à tous les échelons politiques et administratifs du pays".

Et encore, s'agit-il là d'articles parus dans une presse destinée à l'opinion internationale !

.../...

Négligeons le livre de Khalifa MAMERI "Citations du Président Boumediène (1)". Ce laborieux et indigeste recueil qui n'est qu'un découpage par thèmes des innombrables discours du maître a d'ailleurs manqué son but, puisque le portrait qui se dégage de ces citations est celui d'un chef roué et madré plutôt qu'intelligent, méprisant les masses : les fellahs pauvres, la jeunesse à l'exception de la fraction bien pensante des Universitaires, les femmes et la classe ouvrière constituée d'un conglomérat de producteurs - consommateurs, condescendant avec le peuple algérien toujours mineur, professant avec conviction des banalités et les contre-vérités, médiocrement cultivé, insouciant des misères du peuple algérien... en bref le portrait d'un autocrate obscurantiste et réactionnaire.

Négligeons les écrits de Lambotte et autres permanents du PCF, qui disent de Boumediène ce qu'ils ont déjà dit de son prédécesseur Ben Bella et qui diront demain....

Pourtant dans le lot des apologies de bazar, deux biographies présentent un certain intérêt, car il s'agit de deux tentatives faites pour convaincre un public plus sérieux que celui formé par la clique et la clique des colonels.

La première émane de P. BALTA, plumitif de talent, qui s'est attaché à donner à la bourgeoisie française et mondiale, une image de marque convenable de Boumediène et de son régime. Cette tâche, BALTA l'accomplit régulièrement dans le journal bourgeois "Le Monde". Mais pour la circonstance, BALTA a rédigé une biographie de Boumediène dans la revue semi-officielle du quai d'Orsay : Maghreb-Machrek(2), qui constitue un chef d'oeuvre de l'anti-histoire, demi-vérités ou contre-vérités, maquillage ou ignorance des faits connus, art suprême de la falsification, ou du mensonge par omission, interprétation fallacieuse... l'objectif poursuivi étant de gommer les traits les plus inacceptables de l'homme qui incarne la dictature militaro-policière en Algérie.

1 Boumediène n'est pas un colonel mais un responsable civil

"A gauche comme à droite, de subtils analystes négligent ses fonctions de vice-président du Conseil pour ne retenir que son grade d'officier comme s'il était sorti d'une académie militaire, comme si l'ALN était une armée de métier et non une armée révolutionnaire, formée de paysans et constituée dans et pour une guerre de libération" (p. 20).

BALTA pourtant bien informé feint d'ignorer que Boumediène est passé par l'Académie militaire du Caire sous Nasser, puis par l'Académie militaire de Bagdad à l'époque de Noury Saïd. Comme Boumediène n'a jamais milité au MTLD et qu'il a été recruté pour la révolution comme spécialiste militaire et non comme militant politique ou ancien de l'OS, il paraît abusif de ne retenir avec BALTA que la fonction de vice-président du Conseil exercée en 1963, cumulée d'ailleurs avec celle de Ministre de la Défense Nationale qui coiffait celui de l'ANP, de la police et de la gendarmerie.

.../...

(2) La documentation française - (juillet-septembre 1975)

(1) SNED - Alger mars 1975 - La simple consultation du catalogue de la SNED révèle la médiocrité des oeuvres publiées alors que cette maison d'édition de l'Etat n'a toujours pas publié les oeuvres d'historiens maghrébins comme ABOU ZAKARIA, EL BEKRI, IBN KHALDOUN.

BALTA veut ainsi faire oublier le fait que pour régler ses divergences avec Ben Bella, pour qui il avait voté, le "civil" Boumediène n'a pas demandé une réunion extraordinaire du Conseil des Ministres, de l'Assemblée Nationale ou un nouveau Congrès du FLN, ce qui est la procédure normale, mais qu'il a utilisé les blindés de l'ANP.

Qualifier un professionnel de la guerre, arrivé au pouvoir par un putsch, de "civil", n'est-ce pas faire preuve "d'analyse subtile" ?

Par ailleurs l'ANP n'est pas la continutrice de l'ALN mais sa négation, tout comme la grande armée de Napoléon n'était pas la continutrice des armées de Hoche et de Marceau.

L'ALN a été créé, à l'intérieur pour réaliser les objectifs politiques de l'Etoile Nord-Africaine, du PPA - MTD : l'indépendance nationale, les libertés démocratiques, l'expropriation de l'impérialisme....

L'ANP a été créée à l'extérieur avec l'aide des bourgeoisies et monarchies arabes, de Washington et de Moscou comme le bras armé du GPRA dont l'objectif était la création d'un Etat bourgeois franco-algérien qui sera accepté par les deux parties à EVIAN.

Dès 1958, l'ANP se constitue comme une force contre-révolutionnaire dirigée contre les cadres et dirigeants de l'ALN qui n'acceptaient pas la politique bourgeoise du GPRA qui consistait à laisser sans armes les wilayas de l'intérieur alors que le plan CHALLE visait à détruire les Ketibes. Ainsi en mars 1958, après l'assassinat d'ABANE RAMDAINE par Boussouf, s'ouvre en Tunisie "le complot des colonels".

Des centaines de maquisards avec leurs chefs furent cernés par les troupes du GPRA aidées par l'armée et la gendarmerie qui présidait la cour martiale condamna les cadres à mort sur requête du procureur militaire Ali MENDJLI.

Des centaines d'officiers et de soldats furent fusillés en présence des autorités de Tunis.

Faut-il parler de l'agression des armées des frontières à l'encontre de l'ALN intérieur en Juillet - Août 62 ?.....

Par ses origines, la sélection contre révolutionnaire de ses cadres, son fonctionnement (la place qu'y occupe la Sécurité militaire (commissariat politique), sa doctrine, les salaires des officiers et leurs liens avec la bourgeoisie, le rôle qu'elle joue dans les institutions, la place qu'elle occupe dans la production (importance des coopératives de la DNC/ANP) en font non pas une "armée de paysans", mais une armée recrutant des paysans, avec une carte d'officiers réactionnaires, exerçant une véritable tutelle sur le peuple algérien et garant de l'ordre bourgeois en Algérie et au Maghreb.

2 Boumediène serait un moudjahid

"Au début de 1955, il s'introduit clandestinement dans la région d'Oran où il organise la guérilla... Il avait mis au point la première filière, permettant de ravitailler les maquis en matériel de guerre" (p. 20)

Double mensonge. Boumediène n'a jamais organisé de guérilla dans "la région d'Oran" -notes l'imprécision !- et la première filière a été mise en place par Boussouf aidé par le gouverneur franquiste du Rif, le général VALINO.

Si BALTA ignore ces faits, il peut toujours demander à Boumediène qui garde au secret les archives de l'ALN de publier les documents sur la révolution.

BALTA peut aussi consulter les archives de l'armée française ou bien celles de Franco.

Mais inutile d'aller plus loin. Les hagiographes de Boumediène préférèrent dissimuler le rôle joué par leur patron pendant la révolution.

LE PAGES : EN PREMIERE LIGNE POUR DEFENDRE LE POUVOIR

Les numéros de la "Voix du peuple", l'organe mensuel du PAGES se suivent et se ressemblent. La ligne inchangée, depuis que le PAGES a découvert, sur injonction de BREJNEV que le 19 Juin 1965 n'était plus le putsch pro-impérialiste stigmatisé par l'ORP mais le point de départ du "redressement" révolutionnaire, c'est : soutien militant au pouvoir actuel.

Une véritable division du travail s'effectue entre les dirigeants du FLN, les walis, les dirigeants de l'ANP et la Présidence qui gèrent la société et le PAGES, dont les dirigeants campent dans l'appareil d'Etat, l'Université, la bureaucratie syndicale...et dont le rôle est de diviser les travailleurs, atomiser leurs luttes, brouiller les cartes, dresser l'une contre l'autre des couches de travailleurs, des étudiants, les ouvriers contre les paysans...., et tout cela au nom de la lutte pour "la défense des acquis", "le renforcement de la solidarité nationale"....

Deux exemples :

1/ Dans un article intitulé "unir les efforts pour démocratiser la vie syndicale", le PAGES critique "certains appareils politiques et syndicaux", qui ont procédé à des licenciements et suspension de nombreux militants syndicaux. Cela veut-il dire que le PAGES défend les syndicalistes qui combattent pour les revendications des travailleurs : salaires, application de la législation sociale, sécurité de l'emploi, l'indépendance de classe du syndicat... sûrement pas, car pour le PAGES comme pour le pouvoir, l'UGTA n'est pas un syndicat ouvrier, revendicatif mais gestionnaire. Si le PAGES s'élève c'est parce que "certains appareils" virent les militants les plus engagés dans "les tâches du volontariat pour la révolution agraire et l'amélioration de la production", ce qui est contraire nous dit le PAGES à la charte et aux tâches d'édification nationale.

Et de conclure par un appel à

"Unir les efforts de tous les progressistes dans les syndicats, les AT, les directions, les tutelles administratives, les organisations de masses et le FLN autour des mesures immédiates de redressement et la définition d'objectifs à moyen terme pour résoudre les problèmes urgents des masses et contribuer efficacement aux tâches d'intérêt national.

Ces orientations devraient à notre avis être appliquées résolument à l'occasion du prochain renouvellement des AT, des congrès des différentes instances syndicales, et de la préparation du 5ème Congrès de la centrale UGTA".

Ainsi pour le PAGES, la "démocratisation de la vie syndicale" ce n'est pas de permettre aux ouvriers de s'exprimer librement et de combattre pour la défense de leurs revendications matérielles et morales, mais de permettre aux militants du PAGES et du pouvoir d'utiliser les structures corporatives de la G.S.E. pour embrigader les travailleurs pour les soi disant tâches d'intérêt national communes aux ouvriers et à leurs patrons.

.../...

Cet article révèle clairement que la politique de la direction du PAGES est contraire aux intérêts des travailleurs, y compris aux militants ouvriers du PAGES, placés en première ligne pour défendre des intérêts étrangers à leur classe.

Il révèle par ailleurs la rigoureuse résistance des travailleurs qui refusent le volontariat, la bataille pour la production et les impératifs bourgeois de la Charte et s'organisent dans leurs syndicats pour expulser les agents du pouvoir.

- combattre pour que l'UGTA soit le syndicat des travailleurs défendant leurs revendications matérielles et morales, ce qui implique la liquidation des organes de collaboration de classe : la GSE, les AT.....

- combattre pour que le Congrès de l'UGTA soit un Congrès démocratique des seuls travailleurs, à l'exclusion des agents du pouvoir, de l'armée, du darak el watani, de la Sécurité... avec des représentants démocratiquement élus sur des cahiers de revendications librement élaborés, tel est le combat que mène Tribune Algérienne.

2/ Dans un autre article "Examiner l'application des 44 heures avec tous les intéressés", le PAGES disserte sur l'aménagement à apporter à la nouvelle semaine des 44 heures.

Nombreuses suggestions faites au pouvoir pour que la nouvelle loi, qui rencontre l'hostilité générale, passe mieux, en douceur.

Le PAGES va même jusqu'à accepter la semaine de 40 heures pourvu que la production prévue soit réalisée.

Qu'en pensent les travailleurs militants du PAGES ?

N'est-il pas temps de rejoindre la masse des ouvriers qui disent avec Tribune Algérienne

- A bas les cadences infernales !

- A bas la surexploitation capitaliste !

- Retour à la semaine de 40 heures sans renforcement de l'exploitation et sans diminution des salaires !

L'ALGERIE ENCHAINEE A L'IMPERIALISME

En 1974, le PAPS ne trouvait pas d'adjectifs pour glorifier le 2ème plan quadriennal aux objectifs grandioses. Aujourd'hui qu'approche l'heure du bilan, le tableau est sombre voire sinistre.

Qui est responsable de la faillite qui menace ? Pas Boumediène, mais l'impérialisme qui a multiplié ses pressions sur l'Algérie :

"gel des prix du pétrole ; augmentation sensible des prix des principaux biens de production et de certains produits alimentaires que nous importons ; déficit de nos échanges commerciaux avec les pays capitalistes et notamment avec la France (5 milliards de francs français).

Ces pressions ont abouti à la stagnation de nos rentrées en devises. Dans le même temps, et pour assurer le financement d'une série de projets inscrits au second plan quadriennal, notre pays a dû contacter de nouveaux prêts. Ces deux faits ont eu pour résultante l'accentuation de notre endettement extérieur surtout avec la signature des importants contrats pour la construction des unités de gaz naturel liquéfié.

Mais qui a cru que le quadruplement des prix du pétrole en 1973 allait entraîner le quadruplement du pouvoir d'achat des pays producteurs ?

Qui a cru que l'OPEP (avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, les émirats...) était une force "anti-impérialiste" suffisante pour obtenir l'indexation des prix des biens de production achetés à l'impérialisme sur le prix des hydrocarbures ?

Qui a sacrifié l'agriculture et les industries légères au profit des industries lourdes qui engloutissent les revenus des travailleurs, sont responsables de l'endettement massif et de la subordination de l'Algérie envers l'impérialisme ?

Comment l'impérialisme peut-il exercer dans un pays qui a nationalisé l'infrastructure, les banques, les principaux moyens de production : les usines, les mines, les hydrocarbures, des pressions telles qu'il entraîne ce pays à la ruine ? Quels ont été les relais qui ont permis à l'impérialisme de réaliser ses objectifs ? En s'appuyant sur quelle classe sociale ? Et pourquoi Boumediène a-t-il laissé faire ?

Dans ces quelques lignes rédigées par le PAPS, le soutien le plus acharné du régime actuel, l'aveu que "le modèle algérien de développement" basé sur les industries industrialisantes qui à partir des revenus valorisants du pétrole, auraient permis le décollage économique est une immense faillite. "Les innombrables "conférences de la CNUCED" de Lima, de Rio, les résolutions sur le nouvel ordre économique, les réunions pour établir un dialogue Nord-Sud ne sont qu'un échec lamentable car il est imbécile de vouloir modifier la nature de l'impérialisme par des manœuvres diplomatiques, des résolutions ou des exhortations !

A combien s'élève la dette extérieure ?

Les revues financières fourmillent de chiffres sur l'endettement massif de l'Algérie envers l'impérialisme. Ainsi dans l'EXPANSION de Nov. 1976 on peut lire dans un article "Etats en faillite" que :

.../...

"La puissante EXIMBANK américaine (qui finance les gros contrats à l'exportation) a récemment refusé d'accorder une nouvelle ligne de crédit à l'Algérie, estimant que "le niveau des emprunts (officiellement 22 milliards de francs) est actuellement trop élevé et les revenus pétroliers inférieurs aux prévisions" (p. 32).

Boumediène a toujours nié ces chiffres, mais le PAGS avoue

... "Un nombre grandissant de patriotes s'interrogent sur le niveau atteint par la dette extérieure dont la somme représente presque l'équivalent de nos recettes annuelles d'exportation"

Enregistrons cet aveu qui réduit à néant les dissertations sur la révolution industrielle en Algérie.

Amène-t-il le PAGS à critiquer le régime actuel ? Sûrement pas ! Ayant fait cette critique.... de l'impérialisme (jamais de ceux qui l'ont implanté en Algérie), le PAGS annonce qu'il va falloir s'orienter vers une planification concertée entre le pouvoir et les travailleurs pour élaborer "une véritable charte de la révolution industrielle".....

Traduisons :

Le modèle "algérien" s'effondre du fait de la mauvaise volonté de l'impérialisme, Comme les Banques mondiales ne veulent plus rien nous prêter (1), il faut s'adapter, c'est à dire ne conserver que les projets les moins ruineux (donc liquider les 2/3 de "l'industrie lourde" algérienne).

Par ailleurs il faut que les ouvriers retroussent leurs manches : bataille de la production, renforcement de l'exploitation...

"Dans cette voie, le budget pour 1977 pourrait être l'objet d'une réflexion particulière pour dégager les instruments économiques et financiers capables de concrétiser certaines orientations fondamentales de la charte nationale"

Le PAGS annonce la couleur. Le budget 75 c'était la surfiscalité mais avec soutien des produits de base. Le budget 76 c'était le budget 75 plus le renforcement de l'exploitation, moins le soutien des prix. Au 1er Janvier débutera l'année mille neuf cent soixante disette ! Si les travailleurs, les masses et la jeunesse le permettent !

(1) KADAFI préfère investir chez FIAT, le Shah d'Iran chez KRUPP, le Roi Khaled aux EU, ce qui montre le peu de crédit de Boumediène et le mirage que constitue la banque Arabe du Développement qui devait soi disant créer un Marché Commun Arabe et développer la "Nation Arabe".

D E R Y A D A . . . G E N E V E ?

La politique américaine au Proche Orient (Plan Kissinger) totalement approuvée par Brejnev c'est :

- faire admettre le découpage de l'empire turc réalisé par l'im-périalisme franco-anglais en 1920, garanti par les accords de Yalta mais remis en cause (Kurdes, Baloutches...).
- reconnaissance par tous les Etats arabes, d'Israel, dans des frontières sûres et reconnues.
- liquider la révolution palestinienne en imposant à l'OLP d'abandonner son programme : une Palestine laïque et démocratique pour : une province palestinienne (Gaza - Cisjordanie) intégrée dans un nouvel Etat : Syrie - Liban - Palestine - Jordanie dirigé par Assad contrôlé et équipé par Moscou et Hussein valet des USA.

C'est pour réaliser ces objectifs que Frangié - Gemayel - Chamoun soutenus par le Caire - Ryad ont ouvert la guerre civile au Liban. Leur échec a obligé ASSAD à intervenir **indirectement** puis massivement et à visage découvert au Liban avec l'aide politique, financière et militaire de tous les Etats arabes, de Brejnev, de Ford et d'Israel. L'entreprise n'ayant pas abouti, ASSAD dut s'en remettre aux dirigeants de "la Nation Arabe" et à leur patron inféodé aux USA : le roi Khaled d'Arabie.

Les accords de Ryad : retour des Palestiniens dans leur camps, désarmement (matériel lourd), reconstitution de l'Etat libanais sous la tutelle de Assad : police, sureté, armée..., suppression des libertés démocratiques : liberté de presse, de réunion, d'organisation, interdiction des syndicats... sont en voie d'exécution.

Quand tout sera achevé, Genève commencera pour consacrer le nouvel accord de coexistence pacifique liquidant le peuple palestinien.

A moins que tout ce bel édifice contre-révolutionnaire ne soit balayé (comme l'ont été les accords de Genève de 1954 et de Paris Avril 75 qui consacraient la division du peuple vietnamien) par les masses révolutionnaires des pays du Proche Orient.

Boumediène a approuvé et cautionné tout ce processus depuis

.../...

Avril 1975 au nom de la lutte contre la partition, pour l'unité du Liban, de la Nation Arabe... alors qu'il savait l'enjeu de la guerre civile du Liban et qu'il avait donné des gages (accord Irak-Iran d'Alger aboutissant à la liquidation du mouvement révolutionnaire Kurde).

Une seule fois Boumediène a manifesté sa "résistance" en laissant publier une résolution du "Congrès Populaire arabe de soutien à la résistance palestinienne" réunie à Tripoli du 5 au 7 Octobre 1976 qui demandait :

"- Expulsion des organisations populaires et des syndicats syriens des unions syndicales et populaires arabes,

- Décision d'une journée de grève générale à observer par les syndicats et organisations populaires dans tous les pays arabes pour dénoncer l'intervention et les crimes syriens au Liban et pour appuyer le mouvement national libanais et la Révolution palestinienne,

- Demande aux régimes arabes nationalistes de rappeler immédiatement leurs ambassadeurs à Damas,

- Déclaration de la mobilisation populaire générale dans toute la patrie arabe afin de faire face au complot visant la liquidation du mouvement et de la Révolution libanais.

- Boycottage dans tous les aéroports et ports arabes des avions et bateaux syriens par les agents de transport.

Boumediène a laissé publier ce texte, mais il en a interdit l'application. C'est cela l'aide que le fidaï Boumediène a apporté à la révolution palestinienne !

A la radio-télévision Algérienne : en direct rencontre inter-lycées d'Alger. Les élèves du Lycée El Mokrani entonnent une chanson sur un air très populaire dénonçant la situation politique et sociale du pays : le chômage, la misère... le renvoi des élèves etc... L'émission est coupée ! On comprend pourquoi !

KHADAFI AU SECOURS DE L'IMPERIALISME

Chaque algérien sait par la presse, la radio et la télé, que Khadafi est un anti-impérialiste acharné : n'a-t-il pas nationalisé les sociétés pétrolières américaines, combattu avec constance et acharnement Israël et approuvé l'aide apportée par Boumediène aux Saharouis ?

Chaque algérien sait aussi que ce bouillant révolutionnaire est doublé d'un théoricien éminent qui vient d'instaurer en Libye le socialisme islamique.

Le personnage est si fascinant, le modèle de démocratie révolutionnaire si pur, que Boumediène a annoncé officiellement un prochain mariage entra la Libye et l'Algérie.

Plus d'un an a passé : point de mariage, mais des fiançailles prolongées, point de reconnaissance de la RASD, point de résistance à l'Arabie Saoudite qui, à Ryad, a imposé à Arafat et à l'OLP, la pax americana au Proche Orient.

Mais aujourd'hui KHADAFI va plus loin.

Le 1er Décembre 1976, Tripoli octroie à FIAT un prêt de 10 ans d'un montant de 104 millions de dollars, et acquiert 9,1 % de son capital soit un total de 415 millions de dollars.

Lors de la conférence de presse tenue à Turin le 2/12/76, le PDG de FIAT : AGNELLI devait révéler qu'il s'agissait d'un apport d'argent frais, d'une augmentation de capital et non d'un achat d'actions existantes, ce qui constitue "un accord de développement davantage qu'un instrument financier" (Monde 3/12/76).

De plus Khadafi avait accepté de payer les actions quatre fois au cours de Bourse, les Libyens estimant que la valeur boursière de FIAT cotée 450 milliards de lires valaient en fait 1 800 milliards.

Ce beau cadeau pour avoir deux sièges au Conseil d'administration d'une société capitaliste de l'ancien colonisateur italien !

Si "les syndicats sont amers" (le Monde), la Confédération patronale de l'industrie italienne exulte, voyant dans cette aide "une marque de confiance dans la capacité de développement de l'économie italienne".

Et le Figaro du 2/12/76 d'ironiser en ces termes :

.../...

" Ainsi le colonel Kadhafi va donc se trouver partie prenante dans des activités aussi diverses que les tracteurs agricoles, les engins de travaux publics, la sidérurgie, les machines-outils, le matériel ferroviaire, l'aviation, la construction navale et ... l'industrie nucléaire. Mais la participation la plus "extraordinaire" pour le colonel Khadafi sera de se trouver actionnaire, lui le fervent musulman, de l'apéritif "CINZANO".

Comme Boumediène est un fervent admirateur de Khadafi, verra-t-on demain Alger renflouer des sociétés capitalistes de l'ancien colonisateur français ?

Si la presse d'Alger ne parle pas de recyclage révolutionnaire des pétro-dollars, Afrique-Asie, journal financé massivement par Alger, ose justifier le mariage FIAT-Khadafi en prétendant que "FIAT est l'un des rares groupes italiens de taille mondiale à avoir échappé jusqu'ici à l'empire des sociétés multinationales". D'ici qu'on apprenne que FIAT est anti-impérialiste !

quadruplement du prix du WHISKY !!

Le Socialisme et l'Islam, qui comme chacun sait marchent à pas de géants dans notre pays, viennent d'écraser de leur botte de sept lieues un nouvel ennemi irréductible, agent de l'Impérialisme et du Diable : le WHISKY ! "Notre" gouvernement a pris la décision d'en multiplier le prix par 4 (faute de pouvoir quadrupler le prix du pétrole).

Tous ceux qui sont épris de liberté et de justice et qui voyaient avec inquiétude le liquide jaune tenter de remettre en cause les acquis de la Révolution, respirent ! Le dernier sondage indique que 99 % des personnes interrogées - celles qui boivent de l'eau depuis toujours - soutiennent cette mesure audacieuse. Quant à l'interressé, il a pris la décision de couler dans les gosiers du 1 % restant. Les frais généraux des sociétés et les frais de représentation des personnages officiels se plieront bien, n'est-ce pas, à ce nouveau bond en avant du Socialisme algérien ! !

Des difficultés techniques nous empêchent de publier aujourd'hui la deuxième partie de ce numéro de Tribune qui est consacrée, sous forme de dossier, au courrier que Tribune a envoyé aux organisations qui affirment combattre pour les libertés démocratiques et pour le socialisme en Algérie.

Ce dossier paraîtra, sous forme de supplément à ce numéro de Tribune, dès le courant de la semaine prochaine.

Pour paraître plus régulièrement, pour atteindre un seuil d'exemplaires qui nous permette un tirage imprimé ; Tribune lance une campagne d'abonnements massifs.

Abonnez-vous rapidement !

Les 6 numéros : 30 F

Envoyez les chèques non libellés à Tribune (ou SELIO)

87 rue du Faubourg St-Denis 75010 PARIS.